



DÉCLARATION DE LA FSU 91 FS3CT DU 12 OCTOBRE 2023

Madame la Directrice académique,
Mesdames Messieurs les membres de la F3SCT de l'Essonne,

Avec des conditions de travail et d'encadrement des élèves toujours plus dégradées (postes non pourvus, emplois du temps désastreux, moyens insuffisants, charge de travail en augmentation), avec des réformes imposées qui remettent en cause nos statuts sans rien apporter aux élèves, la réalité de cette rentrée est bien loin des propos, qui se voudraient rassurants, du Ministre. Cette rentrée 2023 est une nouvelle fois placée sous le signe de l'austérité et de la difficulté pour les personnels de l'Éducation. Quant aux mesures salariales, prenant effet pour certaines au 1^{er} septembre, elles restent indigentes dans un contexte de forte inflation et de déclassement salarial de nos professions. Pas de quoi restaurer l'attractivité de nos métiers, mais toutes les raisons de nous mobiliser ! Contre l'austérité, pour les salaires et les pensions, et pour l'égalité femmes-hommes, la FSU 91, avec l'intersyndicale de l'Essonne, appelle toutes et tous à se joindre à la manifestation parisienne, organisée le vendredi 13 octobre, dans le cadre de cette première journée de mobilisation européenne contre l'austérité, pour l'égalité professionnelle femmes-hommes, et à rappeler notre opposition à la réforme des retraites. À la veille de cette manifestation hautement symbolique, et à l'occasion de votre première F3SCT dans notre département, il est donc plus que jamais essentiel de vous rappeler, Madame la Directrice Académique, combien la FSU 91 est attachée à la prévention, à la santé et à la sécurité au travail. Il est plus que jamais essentiel de vous faire savoir que nous sommes loin de ces objectifs qu'on doit cesser de regarder comme des idéaux vers lesquels tendre. Tous les personnels de l'Éducation Nationale doivent pouvoir connaître des conditions de travail décentes, respectueuses de leurs missions et de la réglementation, garantes de leur bien-être. Et pourtant, permettez-nous cette métaphore, la maison s'écroule, et toutes et tous croient entendre au loin une petite voix chuchoter : « Notre École, détruisons-la ensemble ». La FSU s'y refuse : elle continuera de défendre sans relâche les principes d'une école gratuite, publique, émancipatrice, égalitaire et véritablement inclusive.

Jamais une rentrée n'aura été aussi désastreuse ! La désaffection du métier d'enseignant, la faible attractivité se confirment depuis plusieurs années. Les raisons n'ont guère changé : faible reconnaissance, salaire insuffisant inférieur de 15% par rapport aux collègues européens, mauvaise formation, pénurie de moyens de remplacement, conditions de travail dégradées. Partout on manque de professeurs, de Psy EN, d'infirmières, d'AED, d'AESH, de personnels administratifs et même de personnels de direction. La diversion grossière autour des abayas n'a finalement pas permis de masquer le terrible constat de cette rentrée et la pénurie de personnels contre laquelle le ministère refuse toujours d'agir. Et la petite voix de dire : « Notre École, détruisons-la ensemble ». Non, décidément, la FSU s'y refuse. Arrêtons le bricolage ! À commencer par le Pacte, qui pourrait difficilement faire concurrence à Leroy Merlin ou Bricomarché, tant il est inégalitaire, grossier, méprisant et vide de sens. Ce n'est certainement pas le Pacte qui résoudra les problèmes structurels de notre système ! Et pourtant, il touche aux fondements même de nos missions en additionnant des briques les unes aux autres, alors que tous les personnels peinent déjà à tenir l'École, tant elle menace de s'écrouler. L'École serait-elle devenue un Jenga ? À quand l'effondrement ? Dans ce contexte, les risques psycho-sociaux sont majeurs : conflit de valeurs, dilemmes professionnels, perte du sentiment d'appartenance, perte du sentiment de compétence, épuisement, et toujours ce même refrain entêtant et ironique : « Notre École, détruisons-la ensemble ». La FSU s'y refuse et a appelé à ne pas signer le Pacte. En cette rentrée, l'objectif annoncé du gouvernement était d'assurer

le « remplacement » des enseignants, coûte que coûte. Force est de constater que cet objectif n'est pas atteint. Les briques du Pacte n'y feront rien. Les personnels ne veulent pas céder à cette logique du vice caché. Pour construire l'École, il faut la financer, en revalorisant les métiers et les salaires. La formation académique que nous avons reçue de notre ISST le mardi 3 octobre nous a rappelé à juste titre que la prévention est une obligation réglementaire. De ce point de vue, le Pacte, qui donne lieu à une surcharge de travail et qui menace de modifier en profondeur les statuts et les relations interpersonnelles va à l'encontre de la réglementation. La FSU demande donc son abandon immédiat et réclame des moyens humains supplémentaires et une formation ambitieuse et de qualité pour tous les personnels recrutés.

Dans le premier degré, le recrutement annoncé d'une soixantaine de PE contractuels, fin septembre, sur les 100 postes alloués par le ministère répondra-t-il aux besoins ? Dans les collèges, les capacités d'accueil sont largement dépassées et certains établissements sont au bord de l'explosion. Que prévoyez-vous ? Dans les lycées, la politique du +1 choisie en cette rentrée est indigne et ne respecte ni les élèves ni les personnels. Nous venons d'apprendre que le nombre d'élèves non affectés à la rentrée s'élevait à plus de 600 ! Pourquoi nous l'avoir caché ? La direction académique doit prendre toute la mesure de la situation actuelle et des dysfonctionnements accumulés qui pèsent et engendrent de la souffrance au travail. Les personnels compensent au quotidien les manques, les carences, au détriment de leur équilibre personnel, physique et mental. Dans ce contexte dégradé, nous alertons sur tous les risques professionnels auxquels toutes et tous sont exposés : risques psycho-sociaux bien sûr, mais aussi tous les autres risques liés à l'organisation du travail, aux horaires, au bâti scolaire. L'administration a la responsabilité de garantir la santé des agents et tout autre cas de figure est un manquement délibéré. Nos signalements à l'administration de difficultés relatives à des conditions de travail dégradées engage sa responsabilité et l'oblige à tout mettre en œuvre pour minimiser les risques identifiés, et apporter une solution aux problèmes soulevés, comme le stipule l'article R4121-1 du Code du travail.

Dans ce contexte dégradé, vous comprendrez que le projet de reporter la formation continue des personnels hors temps de service est impensable et apparaît comme un coup supplémentaire porté aux droits des personnels. Déjà réduite à peau de chagrin ces dernières années, la formation devrait aussi se faire sur les temps de respiration ou les temps de vacances ? La formation ne serait donc pas du travail ? Vous aurez décidément du mal à nous convaincre que notre École, nous la construisons ensemble. La métaphore filée n'est pas anecdotique. Qui voudrait d'une maison pareille, brinquebalante, fragile, précaire, sans protection, sans cesse détruite et rafistolée ? Qui voudrait d'une maison sans aménagements pour les personnels RQTH ? Qui voudrait d'une maison, qui plus est, soumise aux intempéries ? Comme ailleurs, notre département a connu en ce début d'année une nouvelle vague de chaleur. Dans bon nombre d'écoles, de collèges et de lycées, les mêmes questions émergent : comment travailler dans des salles de classes, des CDI et des gymnases surchauffés ? Le dossier bâti scolaire n'avance pas suffisamment, à l'image de la politique environnementale du gouvernement, qui en reste à des mesures cosmétiques et non contraignantes.

Nous sommes aujourd'hui à l'heure du bilan. Comme chaque année, la FSU alerte sur les risques professionnels et la dégradation des conditions de travail, elle revendique davantage de moyens et réclame une véritable politique de prévention dans notre département. Nous espérons donc, Madame la Directrice Académique, que votre arrivée récente dans l'Essonne est le signe, tant attendu, d'une volonté nouvelle de mettre tout en œuvre pour que l'Éducation Nationale soit un véritable service public ambitieux, respectueux et de qualité.